

eco

EDITION FRANCOPHONE



EDITION FRANCOPHONE

Abonnez-vous
gratuitement

ECO est publié par les ONG. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à la COP19 à Varsovie. Pour recevoir ECO par email chaque matin lors des négociations : envoyez un email vide à ecodiffusion-subscribe@rac-f.org mais aussi sur notre site www.rac-f.org/COP19-Varsovie-2013 et sur Twitter [@RACFrance](https://twitter.com/RACFrance)

PLATEFORME DE DURBAN : NOUS AVONS UN TEXTE, MAIS...

Lors de la session de l'ADP la nuit dernière sur le texte des Présidents (désormais des Parties), il y a eu au moins un point d'accord : personne n'en est très content.

ECO non plus, mais le texte a le mérite d'exister. C'est une étape importante d'un long voyage. Nous allons tenir compte du conseil des Présidents et fournir nos premières impressions (et non des commentaires par paragraphe).

Pour le workstream 2 (avant 2020), un « programme d'action » fait cruellement défaut, et pas uniquement dans le nom. Nous avons déjà vu toutes les options, mais en 2014 il faut des actions concrètes, et cela commence par un plan de travail clair pour 2014 avec des livrables précis.

Avec un prérequis : l'annonce par tous les pays développés d'une hausse de leurs objectifs avant juin 2014, et un signal ici à Varsovie qu'ils le feront bien plutôt que de traîner la patte comme d'habitude. Et nous devons avoir plus de répondeur de la part des pays en développement, notamment de ceux qui ne se sont pas encore engagés.

Il faut également plus de précisions sur l'organisation du « développement technique des opportunités », avec une attention particulière sur les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et des liens avec un processus politique pour en assurer le résultat.

Pour le workstream 1 (après 2020), une date butoir doit être fixée pour présenter des objectifs en 2014, avec suffisamment de détails pour que leur équité/suffisance puisse être analysée. Nous pensons que le sommet Ban Ki-moon est le moment idéal pour cela.

ECO a été stupéfait qu'avec toutes les discussions ici et à Bonn, la notion d'équité n'ait pas fait mieux qu'une apparition dans un paragraphe. L'équité est la clé pour l'accord de 2015 et les Parties doivent quitter Varsovie avec une vision claire de l'analyse ex ante qui sera menée. Cela comprend le développement d'un document technique, avant la session ADP de juin, sur les principes centraux d'équité de la Convention. Ce rapport permettrait d'identifier une petite liste d'indicateurs essentiels d'équité (suffisance, responsabilité historique, capacité, besoin de développement et d'adaptation, entre autres) qui rendront concrets les principes de la Convention.

En parallèle, les Parties et Observateurs devraient soumettre des avis sur les principes clés de la Convention et sur des indicateurs quantifiables pour rendre plus opérationnels ces principes, contribuant à renforcer la confiance et l'élan vers une ambition partagée par tous.

L'objectif est d'arriver à une liste d'indicateurs que les Parties pourront utiliser à la fois dans la préparation de leurs proposi-

tions post-2020 et dans l'évaluation future de ses propositions. D'où l'importance que le travail soit prêt d'ici juin pour respecter la date butoir de 2014.

Il est tentant de penser que l'annexe des éléments indicatifs puisse être la « première page » de l'accord de 2015. S'il y a des éléments à faire disparaître et des omissions à rectifier, le plus important est que les Parties quittent Varsovie avec une vision claire des contours de l'accord de 2015 et du processus l'année prochaine pour compléter cette ébauche à Lima en 2014.

Les Parties ont du pain sur la planche cette semaine pour négocier un résultat sérieux. La clé pour que cela arrive, c'est le financement (et ce n'est pas une surprise, on le dit depuis Doha). Quelques lignes dans le texte final ne suffiront pas.

Il doit y avoir une feuille de route financière globale avec des points d'étape négociés sur l'augmentation du financement public avant 2020, y compris un accord complémentaire pour préciser la hausse des financements au niveau national.

Le fonds vert doit passer à la phase concrète, avec une confirmation par la COP que le premier tour de table pour le fonds aura lieu avant le sommet Ban Ki-moon.

Les co-Présidents ont posé les bases avant cet avant-projet. A nous maintenant de bâtir la suite pour produire un beau résultat.

Ne partez pas de Varsovie sans un mécanisme de pertes et dommages

L'année dernière, la conférence de Doha avait décidé que des arrangements institutionnels, « tels qu'un mécanisme international », seraient établis à COP19. Tenir ce mandat est l'une des attentes les plus importantes à Varsovie.

Le monde est entré dans une ère de pertes et dommages dévastateurs en raison des changements climatiques. L'échec collectif de la réduction de nos émissions et du soutien nécessaire des actions d'adaptation signifie que les communautés vulnérables,

les écosystèmes et les pays sont de plus en plus confrontés à des pertes et dommages irréversibles. Le typhon Haiyan, qui pourrait avoir touché plus de 9 millions de personnes aux Philippines seulement, est un rappel brutal des dommages causés par les plus violentes tempêtes.

En 1992, les pays développés ont accepté de prendre le leadership dans la lutte contre les changements climatiques au nom du principe de responsabilité commune mais différenciée et ils ont accepté le principe de

précaution. Malgré cela, ces pays continuent de refuser de mettre en œuvre les actions nécessaires en accord avec les dernières données scientifiques.

Alors que des mécanismes et instruments existent à travers la CCNUCC pour l'atténuation, l'adaptation, la finance, les technologies et le développement propre, il n'y a pas de mécanisme spécifique pour répondre aux pertes et dommages. Cependant, les pertes et dommages ne peuvent pas se fonder dans les cadres existants. (suite p. 2)

(Suite de la page 1)

Un mécanisme international dédié est nécessaire. Le texte actuel sur les arrangements institutionnels pour répondre aux pertes et dommages, lequel a été discuté par les Parties hier, se concentre sur les zones de convergence.

Un accord sur un mécanisme qui établirait les fondations d'une réponse globale aux pertes et dommages est nécessaire.

Par conséquent, les Parties devraient s'attaquer aux éléments importants qui manquent actuellement dans le texte, comme le soutien aux activités de réhabilitation, les assurances, les filets de protection sociale et les compensations.

Le mécanisme proposé ne doit pas être centré uniquement sur le développement de me-

sures financières pour répondre aux impacts auxquels il n'est pas possible de s'adapter. Il doit aussi générer des connaissances et trouver de nouvelles manières de traiter les effets non-économiques, comme la perte de biodiversité, les connaissances indigènes, la mobilité humaine, l'héritage culturel et les lieux de sépulture ancestraux.

Plus d'une centaine d'organisations et d'individus ont signé un appel pour la mise en place immédiate d'un mécanisme de pertes et dommages à Varsovie.

Ils disent que les pays développés, en particulier l'Australie, le Japon, le Canada, les Etats-Unis et l'Union Européenne ne devraient pas bloquer l'établissement d'un tel mécanisme. Les faibles ambitions concer-

nant l'atténuation et le soutien insuffisant à l'adaptation exercent déjà une pression inacceptable sur les pays et les communautés les plus vulnérables, ainsi que leurs ressources. Le sujet des pertes et dommages et une question de justice climatique. Il s'agit de protéger les populations, leur cadre de vie et, plus important encore, leurs droits et leur dignité.

Il est temps pour ceux qui sont les principaux responsables des changements climatiques d'agir ici à Varsovie.

Climat : L'Allemagne a besoin d'aide

L'Allemagne au milieu de discussions difficiles pour former sa coalition, suite aux élections de Septembre. La politique climatique reste un des points sur lesquels il n'y a pas encore d'accord.

Aujourd'hui, les négociations à Varsovie pourraient tirer parti d'un leadership fort de la part des pays développés, et en particulier de l'UE. Mais il est difficile d'avoir un leadership de l'UE sans celui de sa première puissance économique. C'est pourquoi ce matin, 80 ONG de tous les pays ont envoyé une lettre ouverte aux dirigeants allemands qui travaillent pour former la coalition, en leur rappelant que l'Allemagne doit être un leader des négociations internationales.

La lettre rappelle aux dirigeants allemands les impacts dévastateurs du typhon Haiyan, et des autres événements extrêmes, qui devraient servir d'alerte pour engager l'action en faveur du climat. La lettre reconnaît aussi le succès de la transition énergétique allemande. Mais elle précise que pour que cette transition soit un succès et crée une dynamique internationale, l'Allemagne doit désormais créer un cadre solide de réduction des émissions, à l'échelle nationale et européenne.

La lettre rappelle que : « En Mars prochain, les dirigeants européens décideront des objectifs climatiques pour 2030. Nous espérons que vous soutiendrez des objectifs suffisants pour s'assurer que l'UE contribue pleinement au

maintien des températures sous le seuil de +2°C, en gardant le seuil de 1,5°C en ligne de mire. Nous avons besoin d'un objectif de -55% des émissions domestiques en 2030 par rapport aux niveaux de 1990, avec parallèlement des objectifs contraignants de développement des énergies renouvelables et de baisse de la consommation d'énergie. Un objectif de -40% ne serait pas suffisant pour assurer un niveau d'effort équitable, et ne représenterait, en pratique, qu'une baisse de 33% des émissions domestiques, à cause du système de surplus accordé aux pays.

Un objectif ambitieux pour 2030 devrait être la base de la réforme structurelle du système de marché de réduction des émissions (ETS), et à l'ajustement des objectifs pour 2020 ».

La lettre rappelle aux dirigeants allemands que nous avons besoin d'un signal fort pour augmenter les engagements en faveur de l'atténuation et de l'adaptation d'ici à 2020, que des engagements domestiques contraignants seraient un signal fort envers les investisseurs, assureraient une transition certaine à l'échelle domestique, et augmenteraient la crédibilité allemande à l'échelle internationale.

La lettre conclue : « Nous avons besoin des pays capables d'inspirer des transformations de nos modèles énergétiques. L'Allemagne peut et doit être un de ces pays. Le monde vous regarde ».

Vers une équité intergénérationnelle (Inteq)

Le système climatique est un patrimoine qui nous est confié pour ensuite être transmis aux générations suivantes. Bien que l'ADP soit actuellement dans l'impasse, le principe d'équité intergénérationnelle ('Inteq') pourrait permettre de trouver un terrain d'entente. Inteq pourrait non seulement contribuer à créer un pont entre les générations mais aussi à réduire la fracture entre pays développés et pays en développement.

Le principe d'Inteq est de transmettre la Terre aux futures générations dans le même état que nous l'avons reçue, c'est-à-dire ne pas endommager notre héritage. Cela signifie que les générations suivantes devraient avoir le même accès aux ressources et services écologiques que celui dont nous bénéficions aujourd'hui. Cette perspective a des implications claires pour l'objectif global de

température et l'évaluation des scénarios à 1,5°C et 2°C. Inteq nous rappelle notre but: notre avenir commun.

Non seulement cet objectif nous rassemble, mais il constitue également le premier principe de la Convention mentionné à l'article 3. Cependant, les Parties semblent souffrir d'une certaine amnésie dans la mesure où ce principe a été absent de leur dialogue sur l'équité et les objectifs de l'ADP. Alors, comment s'assurer que les générations futures seront prises en compte en 2015, tant dans les mots que dans les actions ?

Les Parties doivent s'accorder sur le fait que les générations futures ont le même droit à un environnement sain et durable que les générations

actuelles. Fixer une limite à l'augmentation de la température globale devrait refléter cette approche.

Les négociations devraient consacrer Inteq comme principe directeur de l'ADP et le décliner de manière concrète. Et l'accord de 2015 devrait explicitement reconnaître le caractère fondamental d'Inteq et des mécanismes nécessaires à sa mise en œuvre.

Fossile du Jour

L'hôte de la COP, la Pologne, remporte le fossile du jour pour son travail de promotion du charbon.

Le gouvernement polonais soutien le sommet international sur le charbon et le climat. Le Ministre de l'Economie polonais et l'Association Mondiale du Charbon ont ainsi diffusé le « Communiqué de Varsovie », une déclaration affirmant qu'il y a « une mauvaise image de l'utilisation du charbon, comme étant incompatible avec les enjeux climatiques ». En oubliant le fait que la combustion du charbon est le plus grand contributeur aux émissions de CO2 d'origine humaine dans l'atmosphère.



Comme la Secrétaire Exécutive de la CNUCCC, Christiana Figueres, l'a affirmé lors du sommet, la plupart des réserves connues de charbon devront rester dans le sous sol si l'on veut atteindre nos objectifs climatiques. De même, 27 scientifiques ont publié hier une déclaration conjointe pour critiquer « le charbon haute efficacité » défendu lors de ce sommet. Ils ont confirmé que la combustion incontrôlée de charbon rendra impossible l'atteinte de nos objectifs climatiques.

La Pologne pourrait réduire sa consommation de charbon de moitié, augmenter sa production à partir d'énergies renouvelable de 25% et ainsi créer 100 000 emplois d'ici 2030. Au lieu de cela, le gouvernement prévoit d'augmenter ses émissions, même après 2020...

REMERCIEMENTS

Le RAC-F remercie tous ceux qui ont participé à la rédaction et à la traduction de ce numéro : Simon Coquillaud, Célia Gautier, Mathieu Grapeloup, Alix Mazounie, Fanny Petitbon, et Nicolas Szczepan.